

Dossier économique

(Octobre 2019)

Une nouvelle crise économique à l'horizon ?

La croissance mondiale a ralenti, voire stagné. Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit désormais une croissance mondiale de 3,2 % en 2019 et de 3,5 % en 2020, soit une diminution de 0,1 % par rapport aux projections d'avril 2019. Si les perspectives pour les économies avancées indiquent une légère amélioration, ce n'est pas le cas pour les économies émergentes et en développement. C'est l'Amérique latine qui devrait connaître le ralentissement le plus important puisque, dans cette région, la croissance ne devrait atteindre que 0,6 % en 2019, soit une chute de 0,8 % par rapport aux prévisions d'avril.

Les prévisions suggèrent que nous sommes à l'aube d'une nouvelle crise financière. Des experts, des responsables politiques et des dirigeants mondiaux font référence à des signes annonciateurs d'une crise, ils établissent des parallèles avec les années du milieu de la guerre et mettent en garde contre les signes avant-coureurs et les risques d'une détérioration de la situation.

Chine et États-Unis : Au cours du deuxième trimestre de 2019, l'économie chinoise n'a augmenté que de 6,2 %, son taux le plus bas depuis 1992. La croissance des États-Unis a chuté de 3,1 % à 2,1 % du premier au deuxième trimestre de 2019 et, pour la première fois depuis la crise de 2008, la Réserve fédérale américaine applique déjà des mesures de réaction rapide en baissant ses taux d'intérêt. La guerre commerciale que se livrent ces deux pays aggrave la situation et toute détérioration pourrait provoquer un ralentissement encore plus important.

Brexit : Après sept années de croissance, l'économie britannique a connu [une contraction de 0,2 %](#) au cours du deuxième trimestre de 2019. Les analystes envisagent une autre contraction si le Brexit a bien lieu le 31 octobre et de plus en plus d'entreprises déménagent vers l'Europe continentale, perturbant les chaînes d'approvisionnement. La livre sterling est presque à parité avec l'euro et l'incertitude économique croît. En Allemagne, la production industrielle d'un mois sur l'autre a diminué de 1,5 % en juin 2019, alors que les autres pays membres de l'Union européenne risquent de perdre des centaines de milliers d'emplois en cas de Brexit sans accord. Le gouvernement britannique prévoit la perte de 2,8 millions d'emplois en cas de Brexit dur et de 700000 postes de travail s'il parvient à négocier une sortie «douce» de l'UE.

Envolée de la dette privée (des entreprises) : Le rapport [sur le commerce et le développement 2018](#) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) met en garde contre de hauts niveaux de dette. *«Début 2018, le stock de la dette mondiale n'était pas loin d'avoir atteint 250000 milliards de dollars, soit trois fois le revenu mondial, contre 142000 milliards de dollars dix ans plus tôt. Selon les dernières estimations de la CNUCED, le ratio dette/PIB mondial est aujourd'hui plus élevé de presque un tiers qu'en 2008.»* La dette privée des pays en développement en tant que part de l'encours de la dette mondiale a augmenté de 7 % en 2007 à 26 % en 2017. Les problèmes de viabilité de la dette semblent principalement toucher les sociétés non financières, c'est-à-dire les entreprises qui ne sont pas des banques, des compagnies d'assurance ou autres sociétés similaires. Récemment, un [rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques \(OCDE\)](#) ajoute une autre dimension au problème : *«des sociétés, dans les économies avancées [2900 milliards de dollars US] et émergentes [1300 milliards de dollars US], seront confrontées à des niveaux records de remboursement dans les années à venir. [...] C'est surtout le cas des entreprises des marchés émergents où le montant dû dans les trois prochaines années atteint le niveau jamais égalé de 47 % du total de l'encours, presque le double du pourcentage de 2018.»* Le rapport constate aussi des cotes historiquement faibles pour les obligations (sécuritaires) de première qualité et une baisse prolongée de la qualité générale des obligations de sociétés. La survenue d'une récession rendrait le refinancement de la dette de ces entreprises plus difficile.

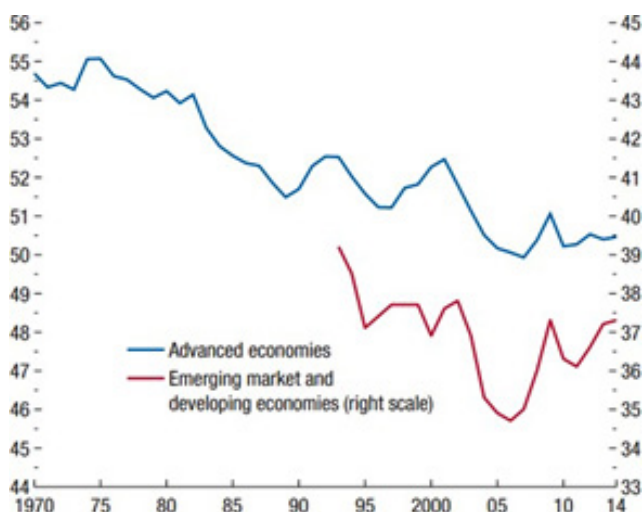
Crise de l'emploi : La crise de l'emploi est bien là : 172 millions de personnes sont actuellement au chômage dans le monde et les prévisions envisagent qu'un million de personnes par an viennent grossir leurs rangs. Les jeunes, dont 11 % sont sans emploi, sont touchés de façon disproportionnée. Les femmes sont toujours exclues du marché du travail : elles représentent moins de deux cinquièmes de la population active mondiale et gagnent en moyenne environ 20 % de moins que les hommes. La relation d'emploi direct disparaît puisque 60 % des travailleurs et des

travailleuses du monde entier sont aujourd'hui employés dans l'économie informelle, notamment pour les nouvelles plateformes commerciales qui se soucient peu des droits, ne s'encombrent pas de salaires minimums ni de protection sociale et ne respectent pas les lois.

Crise du marché du travail : Plus de 60 % des échanges commerciaux mondiaux dépendent des chaînes d'approvisionnement basées dans différentes régions du monde. Ces chaînes recourent à l'externalisation du travail au coût le plus faible possible et à l'exploitation inhumaine de la main-d'œuvre, y compris à des formes d'esclavage moderne, dont du travail forcé et du travail des enfants. Pour y faire face, il faut que des législations nationales existent et soient appliquées, que la diligence raisonnable soit imposée aux entreprises et qu'une norme mondiale de l'Organisation internationale du travail (OIT) soit respectée.

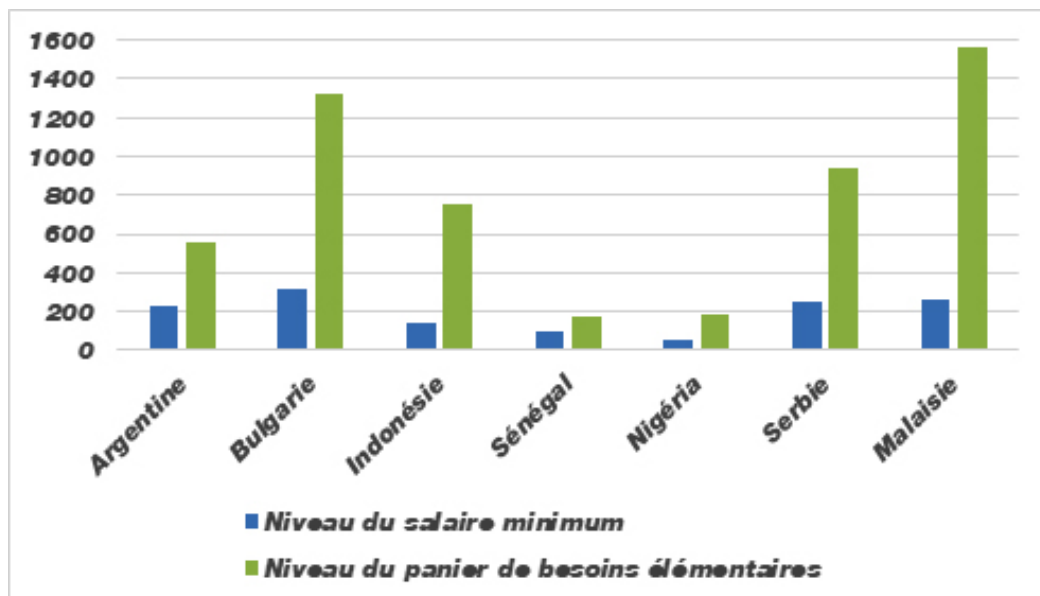
Crise mondiale des salaires : Les inégalités ont atteint des niveaux historiques : l'année dernière, les avoirs de 26 personnes équivalaient à ceux des 3,8 milliards de personnes représentant la moitié la plus pauvre de la population mondiale. La diminution de la part des revenus du travail par rapport à l'augmentation de la productivité ces dernières décennies signifie que la croissance économique est de moins en moins partagée avec les travailleurs par le biais de leurs salaires. Ces tendances sont une source de désespoir et de colère, elles freinent la demande globale, paralysent les marchés domestiques et empêchent une croissance mondiale durable. Dans le monde, 60 % des travailleurs et des travailleuses indiquent qu'ils réussissent à peine à survivre, les salaires minimums de la plupart des pays n'offrant pas des revenus propres à garantir des conditions d'existence convenables. Il est essentiel d'instaurer des mécanismes pour fixer des salaires minimums vitaux et de renforcer la négociation collective pour remédier à la situation. Il faut aussi absolument étendre la protection sociale, car 55 % de la population mondiale, soit 4 milliards de personnes ne sont couvertes par aucune forme de protection sociale et moins d'un tiers de la population mondiale bénéficie d'une couverture complète.

Évolution de la part du revenu du travail



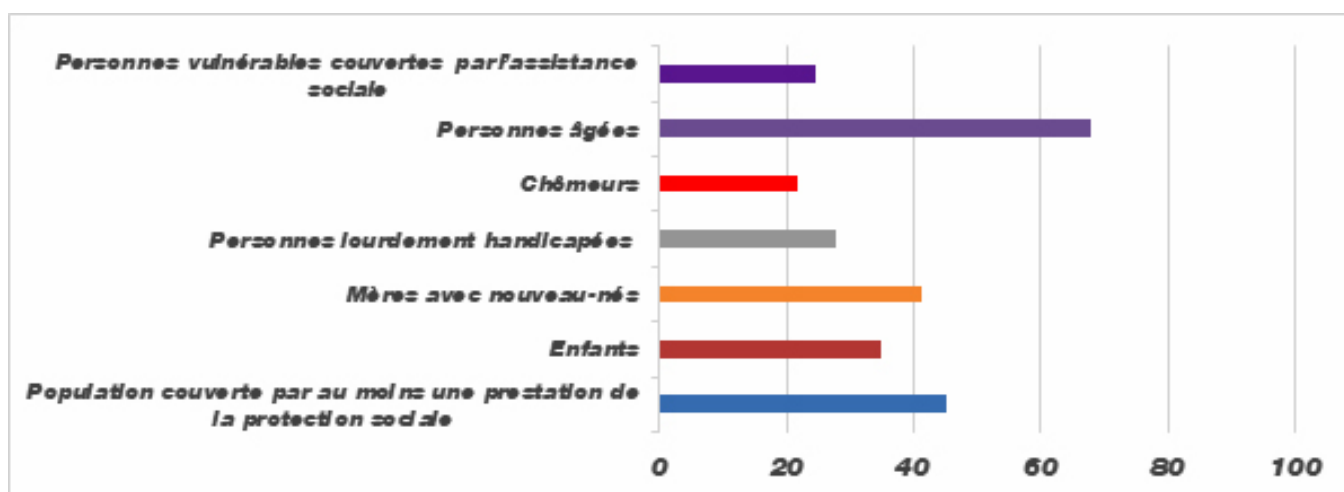
Source : FMI, 2017.

Comparaison entre les niveaux du salaire minimum et le coût de la vie (en dollars US) pour quelques pays



Source : Forums régionaux sur les salaires de la CSI
 Note : lorsque plusieurs salaires minimums existent, le plus bas a été retenu

Couverture effective de la protection sociale, estimations mondiales (en %)



Source : BIT (2018), *Rapport mondial sur la protection sociale 2017-2019*.

Absence de réponse mondiale

Malgré tous ces signaux, lors des dernières réunions du G7 et du G20, les dirigeants n'ont pas estimé qu'il était urgent de discuter de l'éventualité d'une crise mondiale aux multiples facettes ni d'ébaucher de riposte.

Cette situation contraste avec 2008 où les dirigeants des gouvernements concernés étaient convenus de coordonner leurs réponses sous l'égide du G20. Lors du sommet de 2009, la CSI avait rencontré neuf des vingt dirigeants mondiaux, de même que des responsables des institutions internationales. Les premières déclarations des dirigeants du G20 allaient dans le sens des revendications syndicales en faveur d'une expansion budgétaire, de l'adoption du Pacte mondial pour l'emploi de l'OIT, du respect des normes du travail et d'un engagement envers la réglementation des marchés financiers. En effet, les dirigeants du monde semblaient suivre des politiques efficaces de première intervention et la plupart des banques centrales coopéraient.

Pourtant, depuis 2011, l'Europe et d'autres régions du monde ont décidé de se tourner à nouveau vers une stratégie d'assainissement budgétaire alors même qu'il a été prouvé que cela ne fonctionnait pas. Les institutions financières internationales (IFI) et nombre de gouvernements mènent des politiques agressives de déréglementation du travail

en empêchant la syndicalisation, en décentralisant la négociation collective, en facilitant les licenciements en masse, en privatisant et en réduisant drastiquement les dépenses sociales. Ces réformes ont augmenté la pauvreté et accentué les inégalités, ont freiné la demande globale et n'ont eu aucun effet véritablement positif sur l'emploi ou la croissance en général. Dans le même temps, la réglementation du secteur financier ne progresse pas assez vite.

Les réactions actuelles des banques centrales freinent la croissance de l'économie réelle. Les assouplissements quantitatifs ciblent les marchés des obligations d'État, ce qui se traduit souvent par des taux d'intérêt proches de zéro ou inférieurs à zéro. Ce genre de politique monétaire gonfle la valeur des avoirs financiers plutôt que de mettre en place les conditions favorables à l'investissement public direct pourtant bien nécessaire. Effectivement, depuis 2009, les politiques monétaires ont grandement participé à augmenter les inégalités et sont souvent employées en lieu et place d'une réglementation du secteur financier ou servent d'excuse à l'inaction. Aujourd'hui, le capital spéculatif est bien supérieur au niveau de 2008 et les grandes entreprises du numérique détiennent désormais elles aussi un pouvoir de monopole sans que les gouvernements n'interviennent ou si peu. Les politiques sur la concurrence ont échoué.

En 2016¹, les avoirs financiers s'élevaient à 300000 milliards de dollars US alors que l'économie réelle – mesurée par le PIB mondial – n'atteignait que 76000 milliards de dollars US. Dans le même temps, la financiarisation n'a pas conduit à une hausse des investissements dans l'économie réelle. L'investissement direct étranger à l'échelle mondiale s'élevait à 26000 milliards de dollars US en 2016 et les niveaux de la formation de capital fixe sont les mêmes qu'il y a 30 ans dans les pays développés et en développement, soit à environ 20 % du PIB.

Et aujourd'hui, existe-t-il une chance de coordonner les politiques mondiales ?

En 2008, les dirigeants du monde se sont réunis et ont coordonné leurs dépenses budgétaires, ont refusé le protectionnisme et ont adopté quelques mesures pour réglementer à nouveau la finance. Mais, aujourd'hui, le climat politique est tout autre : le haut niveau de dettes restreint l'utilisation de mesures fiscales expansionnistes, toutes les mesures d'assouplissement monétaire ont presque été épuisées dans une reprise fondée sur les avoirs, d'importantes mesures protectionnistes sont déjà en place, la manipulation des devises gagne en légitimité, le multilatéralisme traverse une crise et de nombreux gouvernements se sont repliés vers le nationalisme et ses positions unilatérales, et le manque de volonté, la fragmentation réglementaire et l'essor de systèmes bancaires parallèles ont voué la réglementation du système financier à l'échec.

C'est la démocratie qui est en jeu lorsque plus de 60 % des citoyens pensent que leur gouvernement ne tient pas compte leur voix; une telle perte de confiance indique une crise de nos démocraties.

L'une des multiples dimensions de la nouvelle crise mondiale est climatique : notre seule chance de survie est de parvenir à une économie sans émissions de carbone assortie de mesures de transition juste. Sans le dialogue social, essentiel pour progresser sur ce point, les effets sur l'économie ne peuvent qu'empirer.

Face à l'inaction, à l'absence totale de cohérence mondiale et d'échéances qui reflètent l'urgence, il ne fait plus aucun doute qu'une crise économique, environnementale et sociale de grande ampleur survienne sans qu'aucune véritable piste de solution n'ait été envisagée pour y faire face. Les victimes seront les travailleurs et leur famille dans tous les pays.

Sans cohérence au niveau mondial, les effets d'une crise généralisée seront considérables. Sans responsabilité commune, tous les gouvernements accorderont la priorité aux «intérêts nationaux», ouvrant la voie à d'autres conflits dont les armes ne resteront probablement pas qu'économiques ou politiques.

¹ Le problème de la financiarisation a démarré bien plus tôt. Le rôle des IFI dans les années 1980, la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et l'entrée en vigueur de milliers de traités d'investissement bilatéraux dans les années 1990 et 2000, l'accélération sans fin du nivellement par le bas à cause de la mobilité accrue des capitaux, l'évolution technologique, la prolifération des conventions fiscales et des paradis fiscaux, la création d'environnements «favorables aux investisseurs» et l'insuffisance de la réponse institutionnelle ont participé à accroître le pouvoir du capital, surtout par rapport au travail.